

Clément CRUAU

3IRC

Arthur LIGER

Léo MEYNET

Robin DEVILLEBICHOT

L'état de l'économie française

Sommaire

Introduction	p.3
I. <u>Situation de l'économie française en 2018</u>	p.3
a. <i>Principaux indicateurs économiques</i>	p.3
b. <i>Les secteurs/zones géographiques</i>	p.8
II. <u>Situation par rapport...</u>	p.12
a. <i>...à l'Union Européenne</i>	p.12
b. <i>...au reste du monde</i>	p.16
III. <u>Forces et Faiblesses de l'économie française</u>	p.20
a. <i>Les Faiblesses</i>	p.20
b. <i>Les Forces</i>	p.23
Conclusion	p.25
Sources	p.26

Introduction

Ce présent rapport a pour but de dresser un portrait de l'état actuel de l'économie française.

Nous commencerons par dresser le portrait de cette économie en 2018, en présentant les différents chiffres à notre disposition.

Nous comparerons ensuite ces chiffres à ceux des voisins de la France (l'Union Européenne, et le reste du monde).

Enfin, nous listerons quelques forces et quelques faiblesses de l'économie française.

I. Situation de l'économie française en 2018

Dans cette première partie nous verrons l'état de l'économie française en 2018. Un état d'art sera réalisé en utilisant les principaux indicateurs économiques puis nous centrerons le sujet par secteur et par zone géographique.

a. Principaux indicateurs économiques

1) Le rang mondial et la croissance économique

En 2018, la France est la 7^{ème} puissance économique mondiale selon la banque mondiale (institution financière internationale) et le FMI (Fonds monétaire international) et la France est la troisième puissance économique européenne.

Au niveau du PIB nominal (produit intérieur brut) la France se situe à la 5^{ème} position derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni, le PIB de la France étant de 2 925,096 milliards US\$ soit 2 590,172 milliards d'euros.

En moyenne sur l'année, la croissance du PIB ralentit en 2018 : +1,5 % après une année 2017 à +2,3 % en 2017.



Graphique 1 : variation trimestrielle du PIB, en %

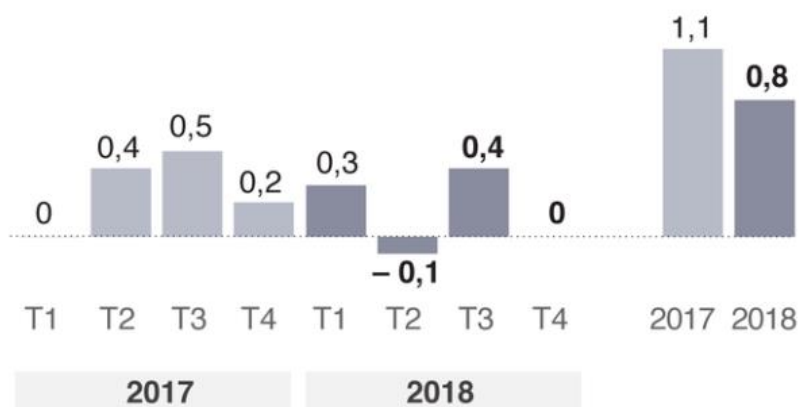
2) Le revenu disponible brut des ménages

Le revenu disponible brut des ménages est le revenu dont disposent pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Dans ce revenu est composé des revenus d'activités, des revenus fonciers, les prestations sociales et on retrace les cotisations sociales et les impôts versés.

Le revenu disponible brut des ménages a augmenté chaque trimestre de 0,1%, 1,1%, 0,6% et de 0,7% respectivement pour un total de +2,5% sur l'année 2018 contre +2,7% en 2017. On constate ainsi une légère diminution du pouvoir d'achat ou plutôt du revenu disponible brut.

3) La consommation des ménages

La consommation des ménages, qui a un poids important dans la dynamique du PIB n'a presque pas augmenté, elle a progressé d'à peine 0,8% sur l'année 2018 contre 1,1% en 2017.



INFOGRAPHIE LE MONDE
SOURCE : INSEE

Graphique 2 : évolution des dépenses de consommation des ménages, en %

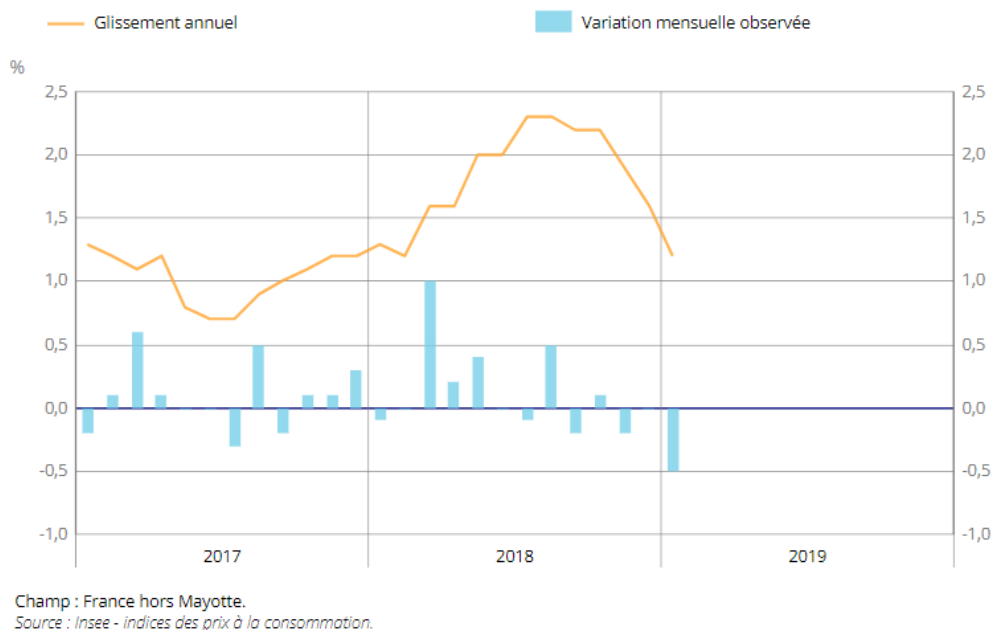
Les deux creux de croissance en T2 2018 et T4 2018 s'explique principalement par l'inflation des prix du pétrole, les achats automobiles sont en baisse après la forte hausse au troisième trimestre.

Mais la consommation rebondit en janvier 2019 avec +1,2% soit désormais un glissement annuel (sur 12 mois) de +1,0%.

4) L'indice des prix à la consommation (IPC)

L'IPC est le moyen de mesurer l'inflation, il permet de se rendre compte de la variation des prix des produits consommés par les ménages.

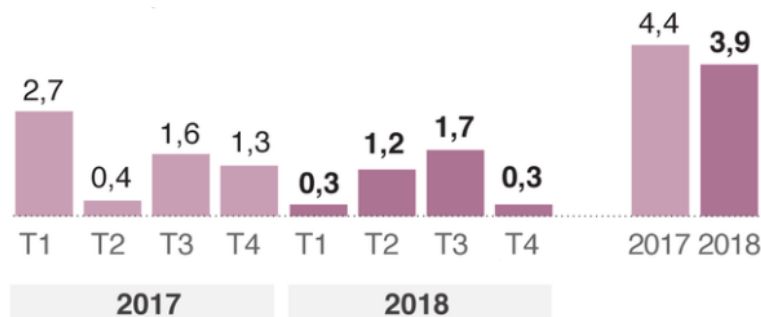
En glissement annuel en 2018, les prix à la consommation ont augmenté de +2,0% comparé à 2017 avec environ +1,2%. Depuis octobre 2018 les prix à la consommation diminués, après +2,3% en octobre, novembre et décembre, l'indice est respectivement de +2,2%, +1,9%, +1,6%. Cette diminution s'explique avec la baisse de l'inflation des prix de l'énergie. En revanche, sur l'année les prix de l'alimentation et du tabac augmentent sévèrement +6% pour l'alimentation (produit frais) et +7% pour le tabac.



Graphique 2 : évolutions de l'indice des prix à la consommation

5) Investissement des entreprises

L'investissement des entreprises non financière reste à son plus bas niveau depuis 2015, on constate une diminution de la croissance de 0,5% entre 2017 et 2018. Après un T3 à +1,7%, l'investissement diminue, notamment en raison de la baisse de achats de voitures par les entreprises.



INFOGRAPHIE LE MONDE
SOURCE : INSEE

Graphique 4 : variation trimestrielle de l'investissement des entreprises non financières, en %

6) Le taux de chômage au sens du BIT

Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail représente les chômeurs (personnes sans travail) en recherche d'emploi et disponibles à court terme.

Le taux de chômage des personnes de 15 ans ou plus a diminué entre 2017 et 2018, il est passé de 9,3 % (en France métropolitaine) à 8,5 % au T4 2018 son plus bas depuis début 2009.

Le taux de chômage chez les jeunes diminue en particulier chez les hommes de 15 à 24 ans, le taux d'emploi pour cette tranche d'âge augmente de +1,3% en 2018.



Graphique 3 : taux de chômage, en %

Dans cette partie, nous avons présenté les principaux indicateurs macroéconomiques sur l'année 2018. La fin d'année 2018 a été ralenti économiquement en partie à cause des contestations envers Macron. Le PIB, la confiance des acteurs économiques a diminué. La dette publique a poursuivi sa hausse et le chômage a continué de diminuer lentement. Les prix à la consommation ont augmenté et le revenu disponible et la consommation des ménages a diminué.

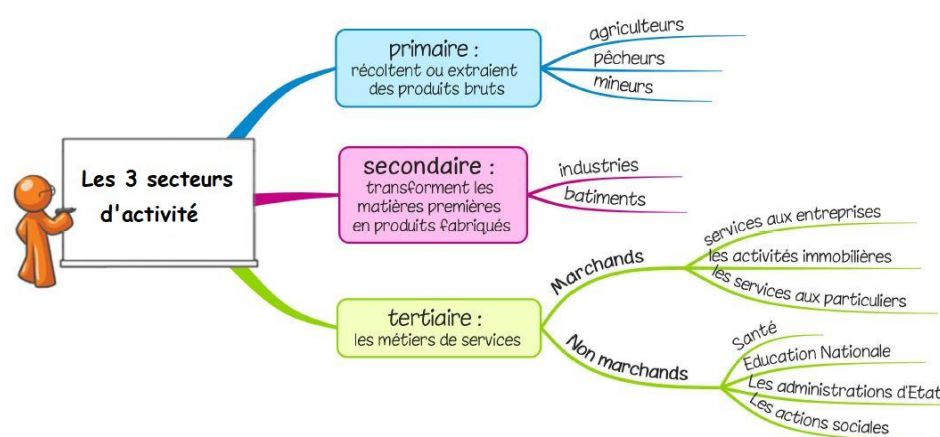
Par la suite, nous présenterons d'autres indicateurs économiques mais en s'axant sur les secteurs et à la fois sur les zones géographiques.

b. Les secteurs/zones géographiques

1) Les secteurs d'activité

Les trois secteurs d'activité sont :

- Le secteur primaire qui concerne l'extraction des matières premières et l'agriculture ; Le secteur secondaire qui prends en compte la fabrication au sens large du terme, soit toute l'industrie ; Ainsi que le secteur tertiaire qui est le synonyme du marché des services marchands et non marchands.



Les trois secteurs d'activité sont ensuite divisés par l'INSEE en différentes catégories :

Agriculture, Énergie, Eau, Déchets, Industrie agro-alimentaire, Cokéfaction et Raffinage, Biens d'équipement, Matériels de transport, Autres branches industrielles, Construction, Commerce, Transport, Hébergement-restauration, Information-communication, Services financiers, Services immobiliers, Services aux entreprises, Services non marchands et Services aux ménages

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) définit la notion de valeur ajoutée comme "la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire".

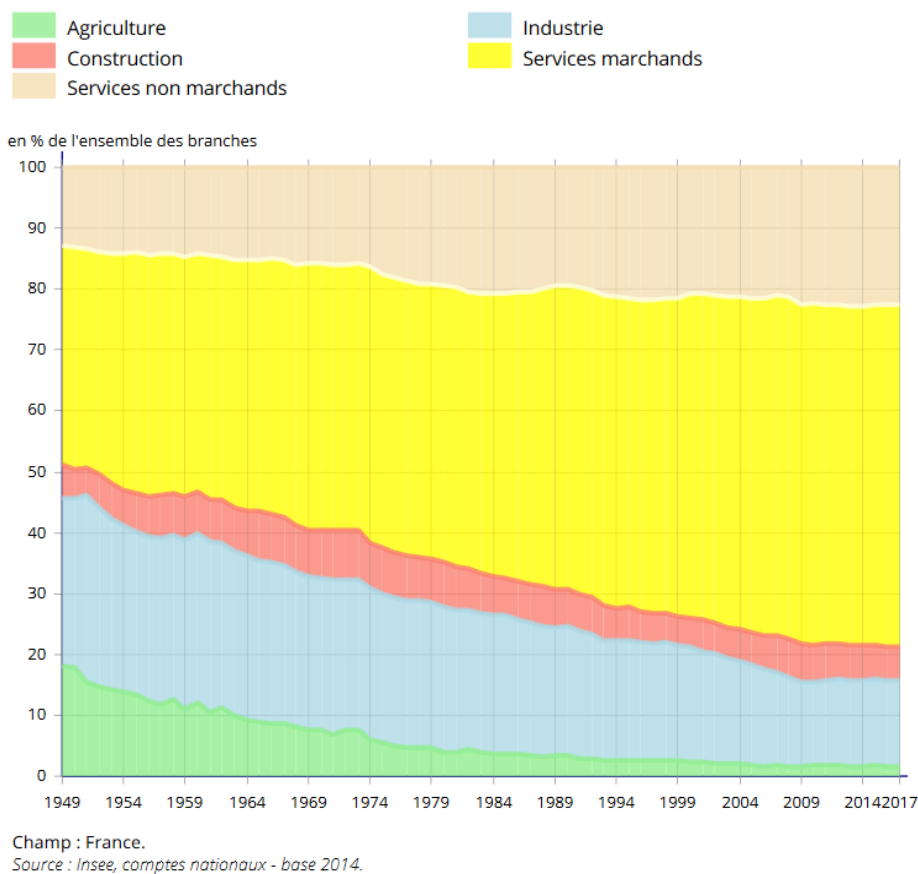
Ainsi, pour calculer la valeur ajoutée, il faut soustraire du chiffre d'affaires de l'entreprise le montant total de ses consommations intermédiaires, à savoir la valeur des produits achetés à d'autres entreprises pour être incorporés dans la production. La valeur ajoutée obtenue est la valeur ajoutée brute.

La valeur ajoutée nette prend en compte l'amortissement.

La valeur ajoutée est donc un indicateur économique comme d'autres, qui permet de mesurer la valeur de la production réalisée au sein d'une entreprise. La somme des valeurs ajoutées brutes d'un pays représente son PIB.

En France, en 2018, le secteur tertiaire est bien plus important que les deux autres et on note cependant une tendance à la stabilisation de la répartition de la valeur ajoutée depuis dix ans.

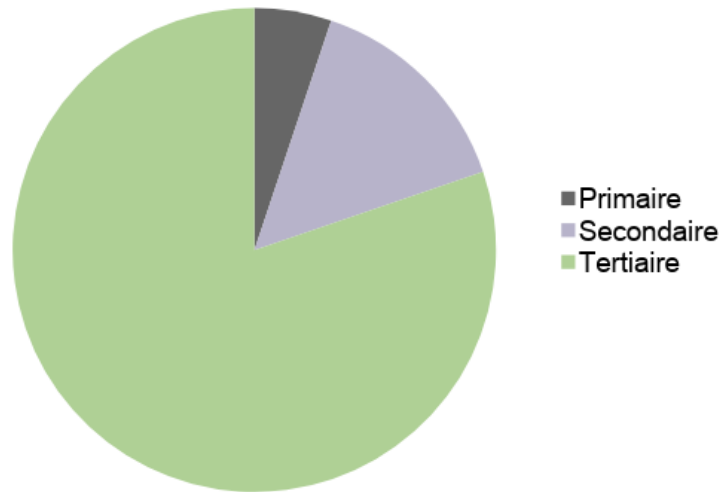
Valeur ajoutée par branche en 2017



Dans le graphique ci-dessous on remarque que les valeurs de 2018 restent dans la tendance. On distingue aussi mieux les différences entre les 3 secteurs d'activité.

Source : INSEE

Répartition de la valeur ajoutée brute pour chaque secteur en France



On remarque que la France vend majoritairement du service, la production du secteur secondaire étant largement délocalisée, entre autres dans les pays asiatiques.

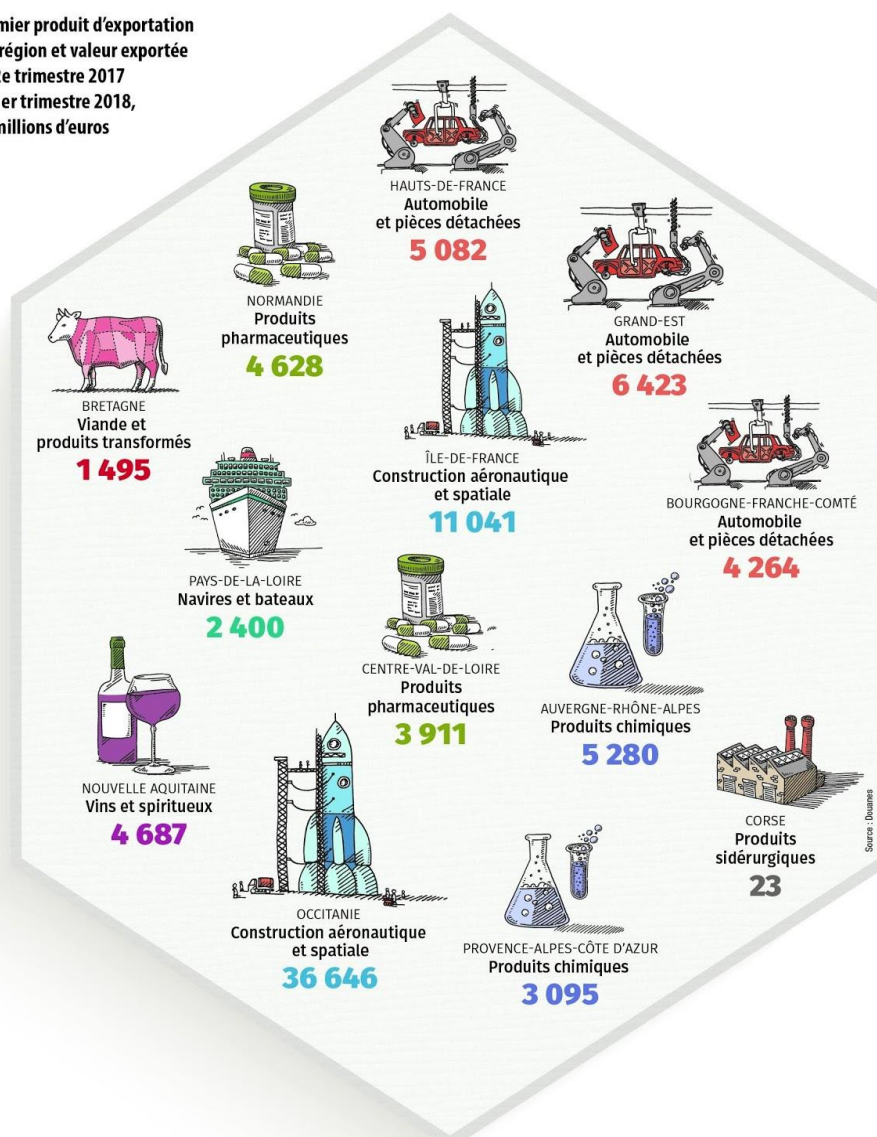
La France exploite également moins ses ressources minières, préférant les importer de pays où elles sont plus faciles à extraire.

2) Identification des zones géographiques de production en France

En France métropolitaine on exporte majoritairement de l'automobile et des pièces détachées dans le nord-est, des produits pharmaceutiques en Normandie et dans le Centre, de l'aéronautique et spatiale autour de la capitale et en Occitanie, des produits chimiques et sidérurgiques dans le sud-est, l'est est plus concerné par l'agriculture et les produits nautiques.

Source : www.alternatives-economiques.fr, « Elle exporte quoi votre région ? »

Premier produit d'exportation
par région et valeur exportée
du 2^e trimestre 2017
au 1^{er} trimestre 2018,
en millions d'euros



On a une image de la production métropolitaine, cependant il ne faut pas oublier les DOM-ROM.

En termes de production de valeur ajoutée, si l'agriculture a un poids légèrement inférieur à la moyenne nationale (2 %) à La Réunion (1,6 %), son poids est légèrement supérieur aux Antilles (2,4 % en Guadeloupe, 2,7 % en Martinique) et très supérieur en Guyane (4 %). Le poids de la construction est comparable au niveau national (6,3 %) en Martinique et à La Réunion, et lui est supérieur en Guadeloupe (8,7 %) et surtout en Guyane (10 %).

Part des différents secteurs économiques dans la production de valeur ajoutée

	Martinique (2004)	Guadeloupe (2006)	Guyane (2004)	Réunion (2004)	Ensemble de la France (2006)
Services marchands	50,5%	52,2%	34%	84,6%	55,3%
Services administrés	32,6%	31,2%	39%		21,9%
Secteur primaire	2,7%	2,4%	4%	1,6%	2,0%
Industrie	8%	5,4%	13%	6,9 %	14,4%
Construction	6,2%	8,7%	10%	6,8 %	6,3%

Source : IEDOM

On remarque cependant que la proportion des services dans les DOM-ROM est même plus importante que la moyenne française.

II. Situation par rapport...

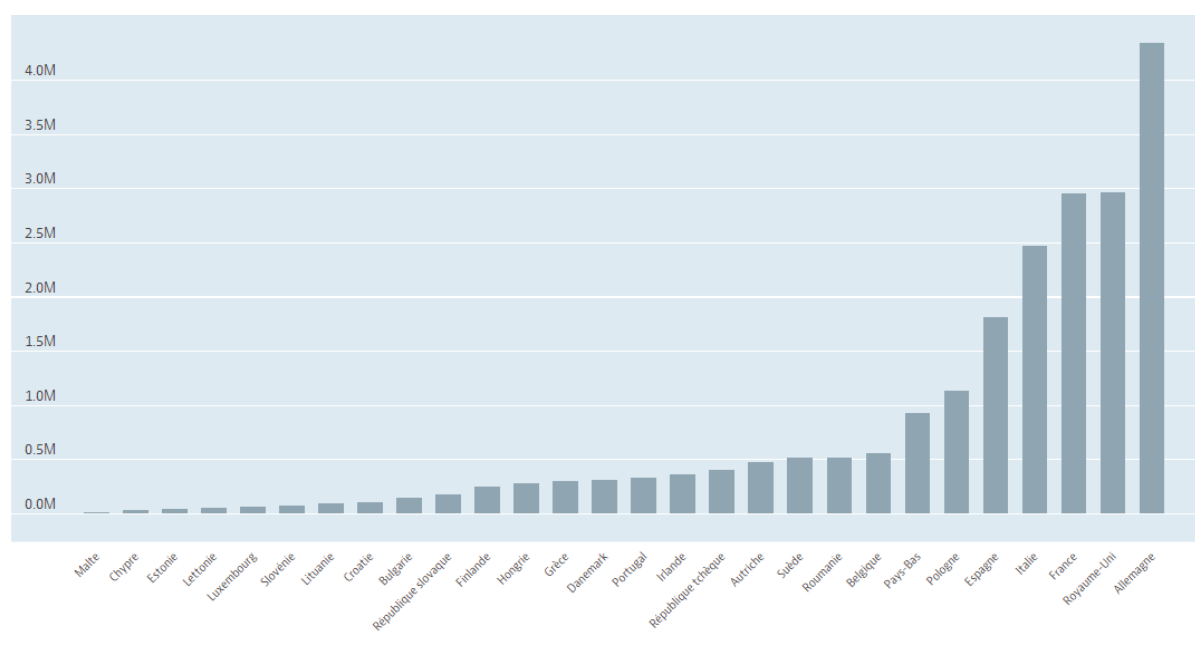
Dans cette seconde partie, nous allons comparer la situation de la France à celle des pays membres l'Union Européenne puis à celle d'autres pays du monde. Nous utiliserons les indicateurs déjà mentionnés précédemment comme comparaison.

a. ... à l'Union Européenne

1. La croissance économique et le PIB en Europe

En 2017, la France a le troisième plus gros PIB européen derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne avec 2 954 840 millions de dollars. La France surclasse une majorité des pays de l'UE, cependant avec une augmentation du PIB de seulement +2.2%, elle a une des plus petites croissances. En effet, des pays comme Malte (+6.4%), la Roumanie (+6.9%), ou la Pologne (+4.6%) ont une croissance beaucoup plus impressionnante. Il faut noter que c'est le cas pour toutes les puissances européennes comme l'Allemagne (+2.2%) ou le Royaume-

Uni (+1.7%). Cette tendance peut s'expliquer par la mondialisation plus récente de ces « petits » pays.

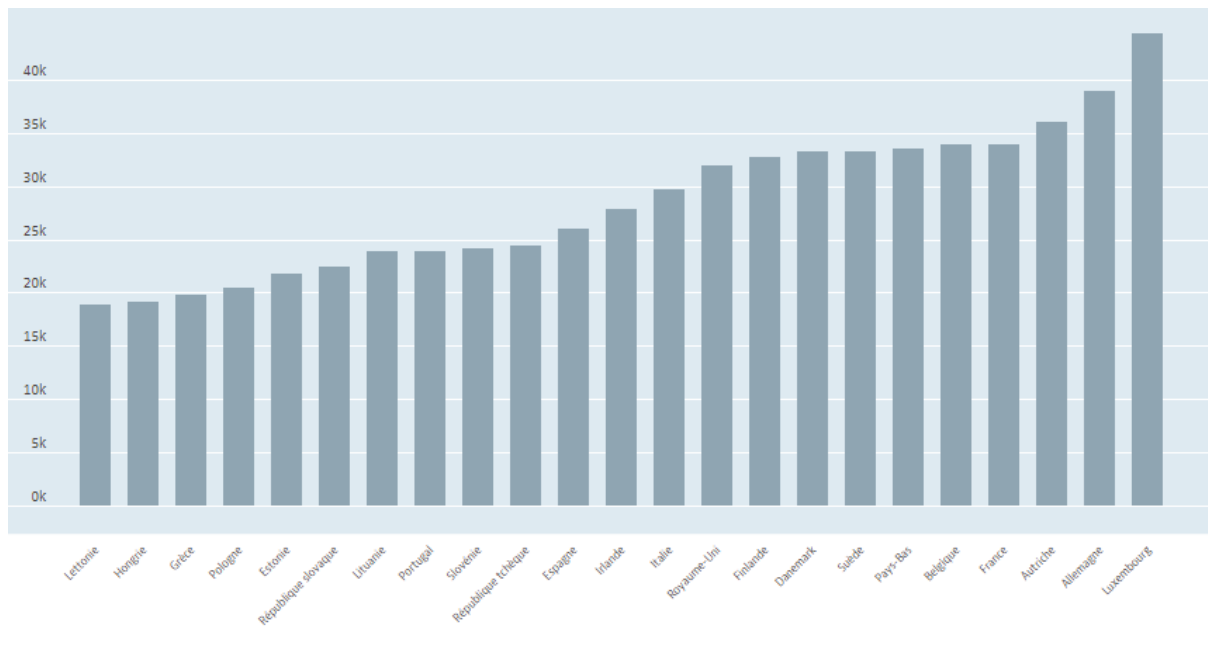


2. Le pouvoir d'achat dans les pays d'Europe

Afin d'étudier le pouvoir d'achat dans les différents pays d'Europe, nous allons nous baser sur le revenu disponible des ménages ainsi que sur la consommation des ménages.

Le revenu disponible des ménages en France en 2017 est de 34 000\$, elle se place avec des pays comme la Belgique (33 950\$), la Finlande (32 852\$) ou le Royaume-Uni (32 000\$). Elle est devancée par le Luxembourg (44 400\$) et L'Allemagne (39 000\$) notamment. Alors que les petites nations que sont la Hongrie (19 000\$) ou la Estonie (22 000\$) sont à la traîne. Ces pays ont cependant une croissance du revenu disponible importante (Hongrie +3.4% et Estonie +3.7%) comparée à la France (+1.4%) et leur situation devrait s'améliorer petit à petit.

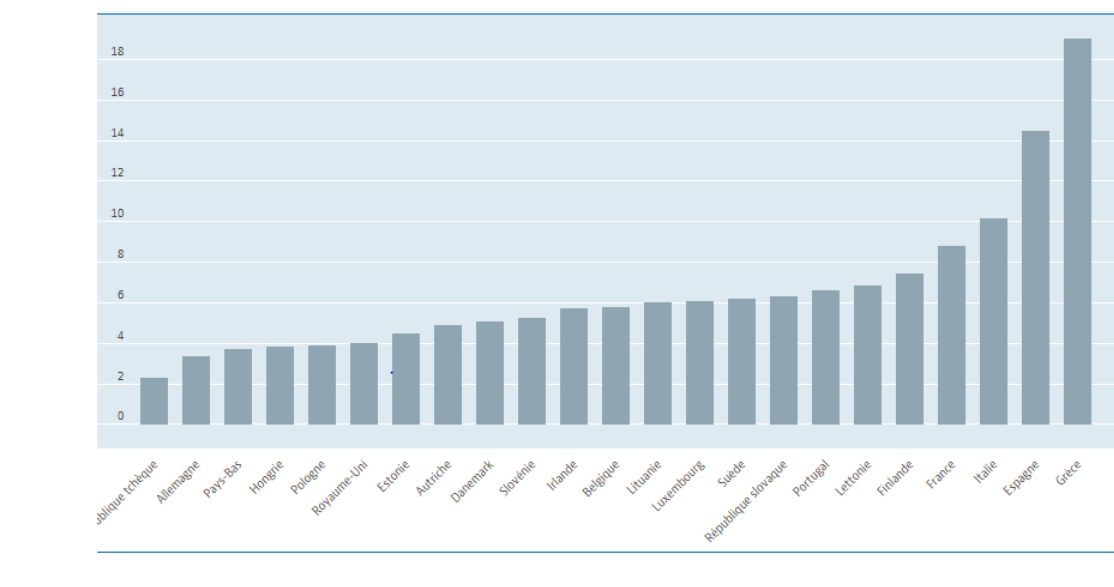
Les dépenses des ménages en France sont de 1.54M de Dollars (augmentation de +1.1%). C'est loin derrière l'Allemagne (2.2M de Dollars) ou le Royaume-Uni (1.9M de Dollars). Ces deux pays ont chacun une croissance des dépenses des ménages de +1.8%, largement supérieure à la France. Cette différence peut être s'expliquer par le début du mandat du nouveau président. On peut aussi remarquer que les ménages des cinq grands pays européens (France, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Allemagne), dépensent plus que tous les autres pays européens réunis.



3. Le Travail en Europe

Les indicateurs économiques liés à l'emploi représentent bien la situation économique d'un pays, car ils permettent de se rendre compte de la situation interne du pays.

La France a un taux de chômage parmi sa population active de 8.8%, un total certes élevé, mais l'Italie (10.2%), l'Espagne (14.5%) et la Grèce (19%) sont largement au-dessus. On remarque une tendance des puissances européennes à avoir un haut taux de chômage. Cependant l'Allemagne (3.4%) et le Royaume-Uni (4%) ont su trouver les solutions pour garder un taux de chômage bas.



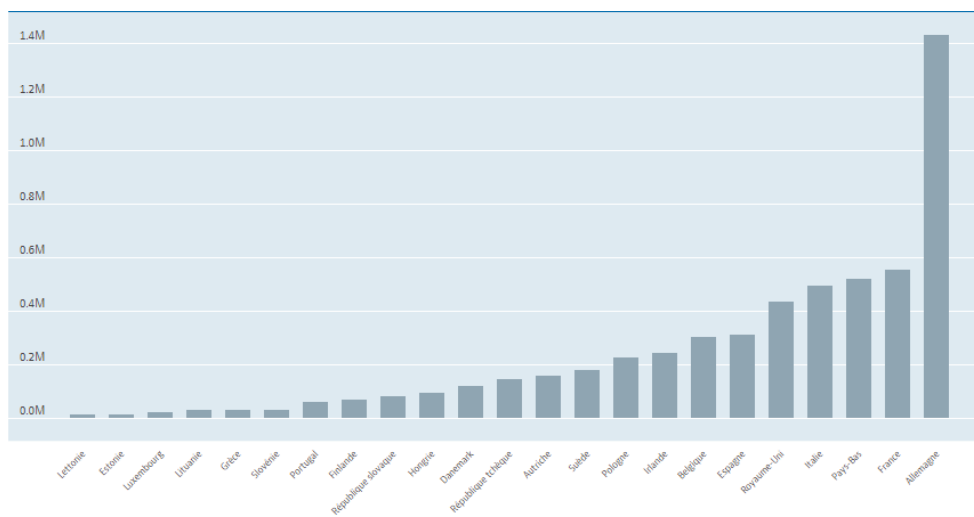
Si on regarde le nombre d'heure travaillé par an et par travailleurs, la France à une moyenne d'environ 1500, à égalité avec le Royaume-Uni. Des pays comme l'Allemagne (1350h) ou les Pays-Bas (1400h) ont les moyennes les plus basses de l'union européenne, on remarque aussi que ces deux pays ont deux des taux les plus bas. Ce qui laisserais suggérer que c'est une stratégie pour endiguer la hausse du chômage.

Beaucoup de petits pays ont une moyenne d'heure élevée, ce qui expliquerait les bons indicateurs de croissance relevés plus tôt.

4. Exportations / Importations en Europe

Dans cette partie nous allons aborder les échanges de bien que chaque pays de l'union européenne à avec les pays du monde.

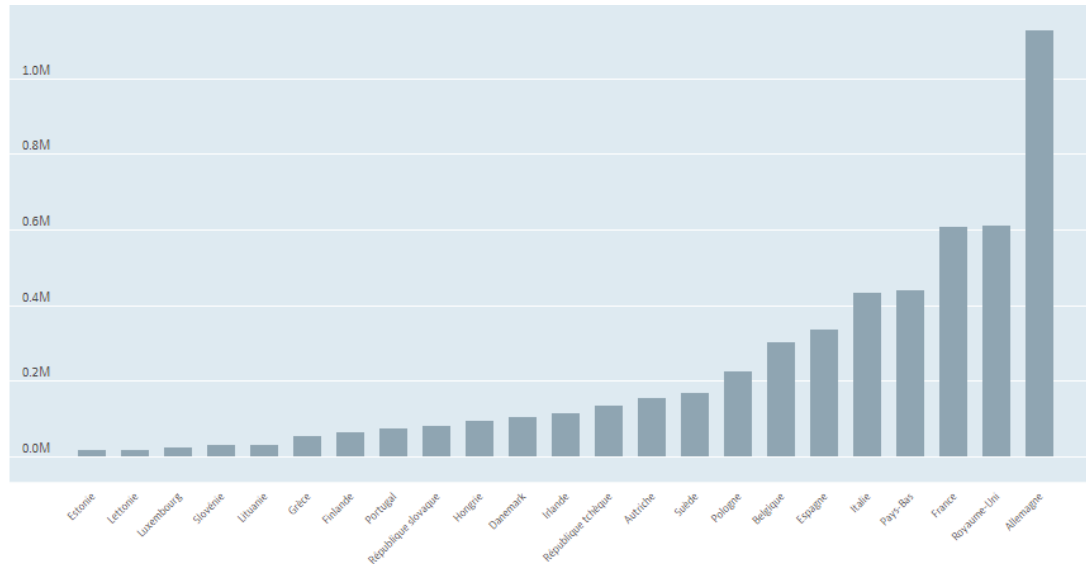
L'Allemagne est le leader de l'exportation en Europe avec plus de 1 400 000 Milliards de Dollars d'exportation. C'est beaucoup, même comparé à la France qui est deuxième avec 550 000 Milliard de Dollars. D'autres pays sont au niveau de la France : Les Pays-Bas (520 000 Milliards) et l'Italie (500 000 Milliards). On remarque que beaucoup de petits pays sont en dessous des 200 000 Milliard d'exportation.



Graphique 4: Les exportations de bien en Europe

Au niveau de l'importation, ce sont les plus gros pays, qui importe le plus. En effet L'Allemagne importe pour 1 100 000 Milliards de bien, et a un total d'échange net de 300 000 Milliards de Dollars. La France et le Royaume-Uni importe tout deux 600 000 Milliards de bien, soit plus que les biens qu'ils ont exporté.

On remarque que les petits pays n'importent et n'exporte presque pas. Ils se servent principalement des ressources qu'ils ont à disposition sur leur territoire.



La France reste une des principales puissances d'Europe. Cependant la croissance stagne en France contrairement à certains pays d'Europe qui se développent beaucoup. Malgré le ressentie d'une partie de la population, la consommation est en hausse en France et c'est un des pays d'Europe où le revenu des foyers est le plus haut. Un des points négatifs est le travail, en effet le chômage est haut en France et n'arrive pas à descendre alors que certains pays comme l'Allemagne ont réussi à trouver des solutions. De plus, les exportations ne sont pas supérieures en France contrairement à l'Italie ou l'Allemagne qui exporte plus, ce qui bénéficie à leur économie.

b. ... au reste du monde

En 2018, la France est la 6e puissance économique mondiale selon la banque mondiale et le FMI et la troisième puissance économique européenne. Avec un PIB nominal de 2 925,096 milliards US\$ la France se place derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et, le Royaume-Uni (FMI, 2018). En 2017, elle se classe au 26e rang pour le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA)¹³,

au-dessus de la moyenne de l'Union européenne qui est 28e.

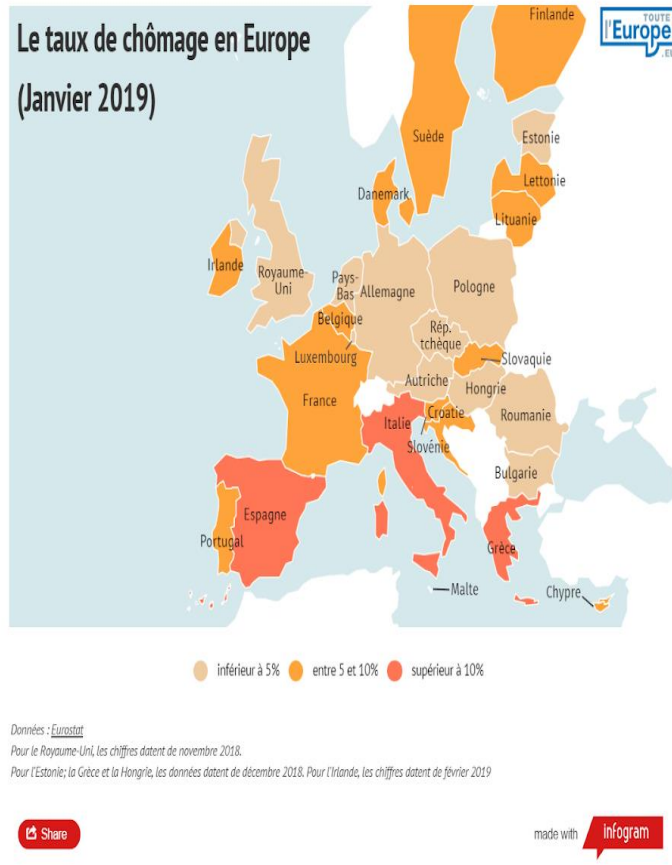
6. Taux de croissance du produit intérieur brut

en volume, en % par rapport à l'année précédente

	2013	2014	2015	2016	2017
Économies avancées	1,4	2,1	2,3	1,7	2,3
Zone euro	- 0,2	1,4	2,0	1,8	2,5
Allemagne	0,6	1,9	1,5	1,9	2,5
Espagne	- 1,7	1,4	3,4	3,3	3,1
France	0,6	1,0	1,1	1,2	2,2
Italie	- 1,7	0,2	0,8	1,0	1,6
Pays-Bas	- 0,1	1,4	2,3	2,1	3,3
Belgique	0,2	1,3	1,4	1,4	1,7
États-Unis	1,7	2,6	2,9	1,5	2,3
Japon	2,0	0,3	1,4	1,0	1,7
Royaume-Uni	2,1	3,1	2,3	1,9	1,8
Suède	1,2	2,7	4,3	3,0	2,7
Suisse	1,9	2,5	1,2	1,4	1,1
Canada	2,5	2,9	1,0	1,4	3,0
Australie	2,2	2,6	2,5	2,6	2,3
Corée du Sud	2,9	3,3	2,8	2,9	3,1
Économies émergentes	5,1	4,7	4,3	4,4	4,8
Turquie	8,5	5,2	6,0	3,3	7,3
Fédération de Russie	1,8	0,8	- 2,5	- 0,2	1,5
Brésil	3,0	0,5	- 3,5	- 3,5	1,0
Mexique	1,6	2,8	3,3	2,7	2,3
Chine	7,8	7,3	6,9	6,7	6,9
Inde	6,2	7,0	7,6	7,9	6,3
Indonésie	5,6	5,0	4,9	5,0	5,1

Sources : FMI ; Insee ; instituts statistiques nationaux.

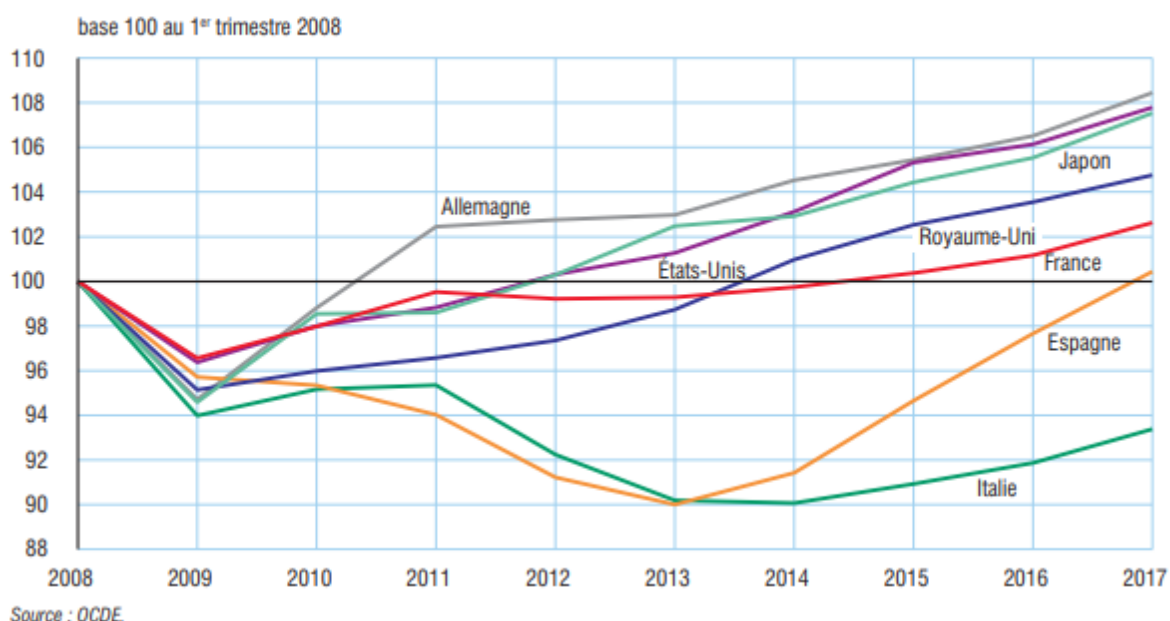
La France est néanmoins le membre de l'UE dont le chômage décroît le plus lentement. Elle fait partie des derniers pays de la zone avec un taux de 9,2 % pour une moyenne générale dans la zone euro de 8,4 %.



Sur les 7 pays affichés sur le graphique ci-dessous, la France se positionne antépénultième (2017) derrière le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.

En effet au Japon, l'activité accélère nettement en 2017, à + 1,7 % après + 1,0 % en 2016, portée par le dynamisme de ses exportations (+ 6,7 % après + 1,7 %), notamment à destination de la Chine et des États-Unis. La demande intérieure japonaise accélère également, portée par les dépenses des ménages et des entreprises, qui compensent le fort ralentissement des dépenses publiques, avec la sortie du plan de relance annoncé à l'été 2016. Le marché du travail continue de se tendre depuis 2016 : le taux de chômage, qui perd 0,4 point en 2017, atteint 2,5 % en fin d'année, au plus bas depuis le début des années 1990. Toutefois, les salaires, qui avaient accéléré en 2015 (+ 1,0 %), ralentissent à nouveau (+ 0,6 %).

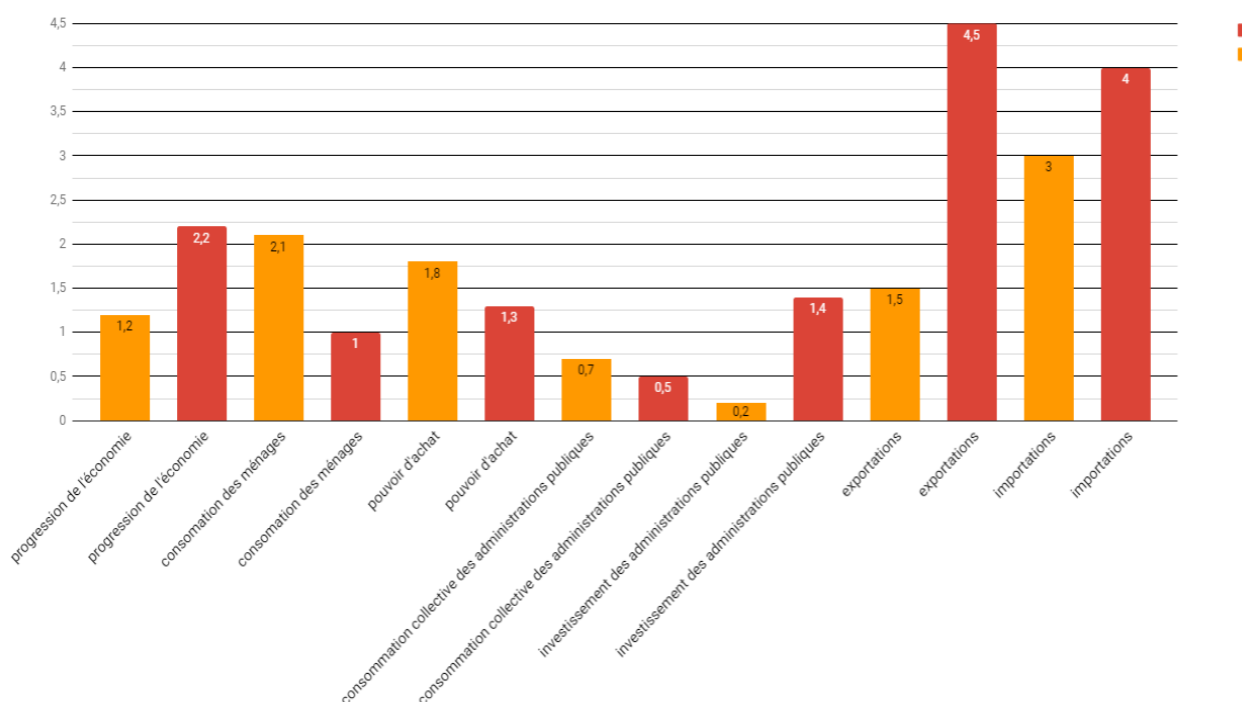
7. PIB par habitant en volume



En 2017, l'économie française progresse de 2,2 % en volume après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis le rebond ponctuel de 2010-2011. Cependant, la demande intérieure hors stocks ralentit (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation des ménages. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,0 % après + 2,1 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %).

Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques décélère un peu (+ 0,5 % après + 0,7 %), mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 et – 4,6 % en 2015). Compensant ce ralentissement de la demande intérieure, le comportement de stockage des entreprises contribue positivement à la croissance de l'activité en 2017 (+ 0,2 point après – 0,4 point en 2016) tout comme, pour la première fois depuis 2012, le commerce extérieur (+ 0,1 point contre – 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %), tandis que les importations accélèrent aussi, mais moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %).

Indicateurs de la croissance économique en France (en %)



III. Les forces et les faiblesses de l'économie française

A la lumière des informations citées dans les parties précédentes, nous sommes maintenant en mesure d'identifier différentes forces et différentes faiblesses de l'économie française.

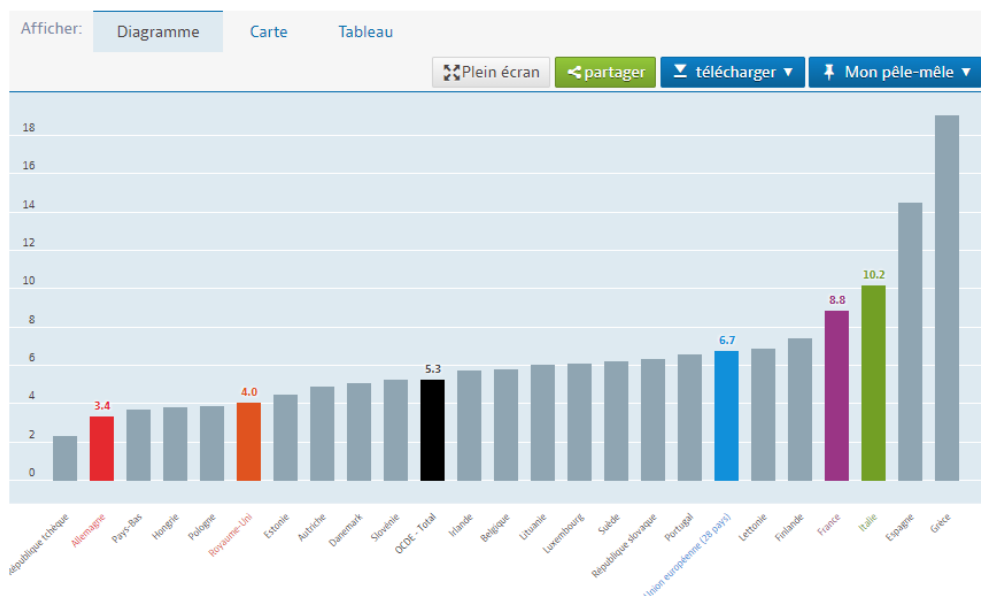
a. Les Faiblesses

L'un de ces faiblesses est le taux d'emploi du pays. En effet, malgré les différentes mesures de ces dernières années, la France n'arrive pas à atteindre le podium européen. Elle se situe même légèrement en dessous de la moyenne de l'Union Européenne, en affichant un taux d'emploi de 67.3% des 15-64 ans en 2018. La moyenne Européenne quant à elle se situe à 67.7%. Ce taux d'emploi

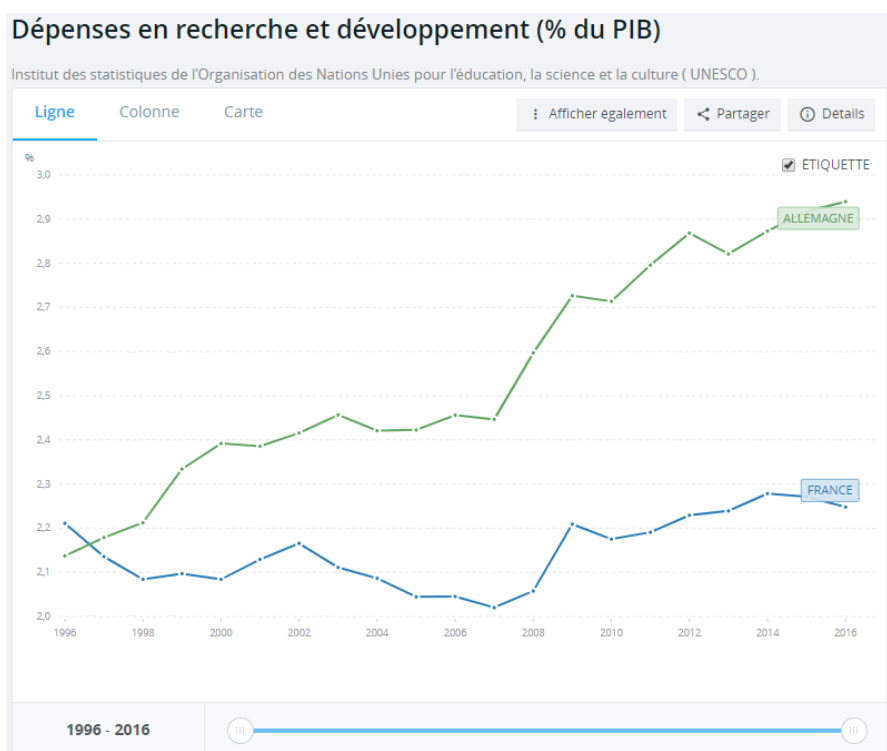
français a cependant augmenté au cours des dernières années, notamment sous l'effet des différentes réformes des retraites, obligeant les seniors à travailler plus longtemps. Malgré cette augmentation, la France reste loin derrière l'Allemagne (75.3%), le Danemark (75.4%) ou encore de la Suède (76.5%).



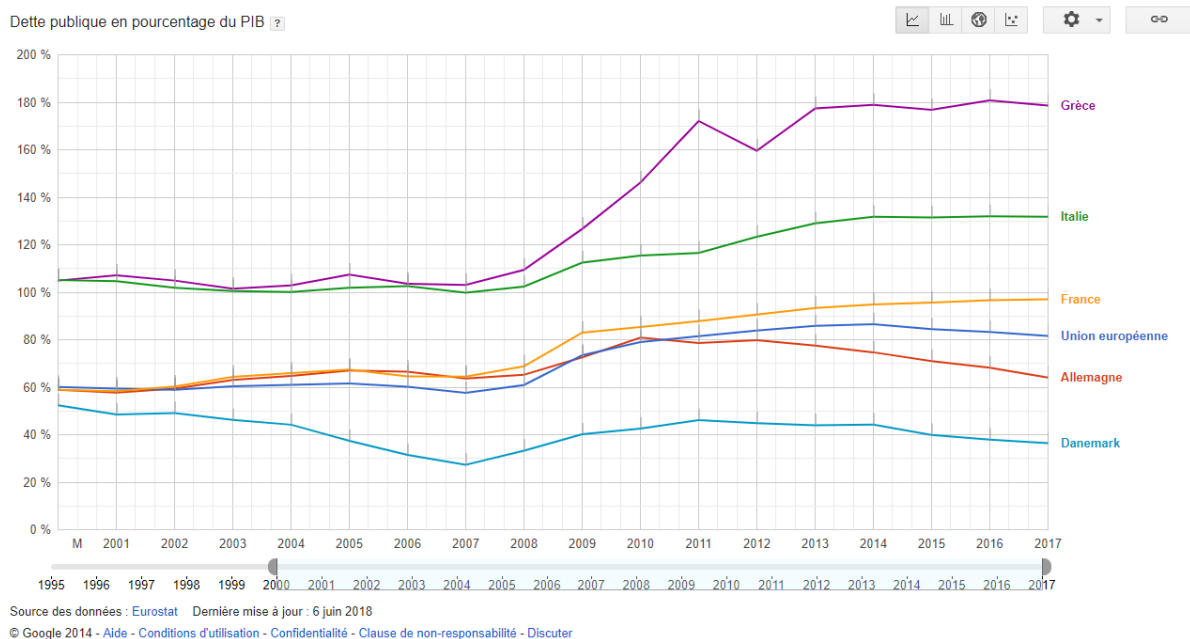
Lié à cet indicateur, le taux de chômage français fait également parti des freins à l'économie du pays. Les chiffres d'Août 2018 indiquent que le taux de chômage français s'élevait à 9,3% de la population active. Il s'agit encore une fois d'un taux inférieur à la moyenne européenne (6,8%), et bien supérieur à celui de l'Allemagne (seulement 3,4%). Malgré les changements de politiques et les efforts effectués, cela fait maintenant une dizaine d'années que ce taux n'a pas beaucoup évolué, et reste autour des 9 ou 10% (pic à 10,8% fin 2012).



Parmi les faiblesses, on peut également s'intéresser à la Recherche et au Développement (R&D). En 2016, cette part s'élevait à 2,248%. Ce pourcentage se situe dans la moyenne de l'UE, mais est encore loin derrière (encore une fois) l'Allemagne, qui allouait 2,939% de son PIB à la R&D en 2016. Il y a également beaucoup (trop) de chemin à faire vers l'objectif de 3% qui avait été fixé par l'UE pour 2020.

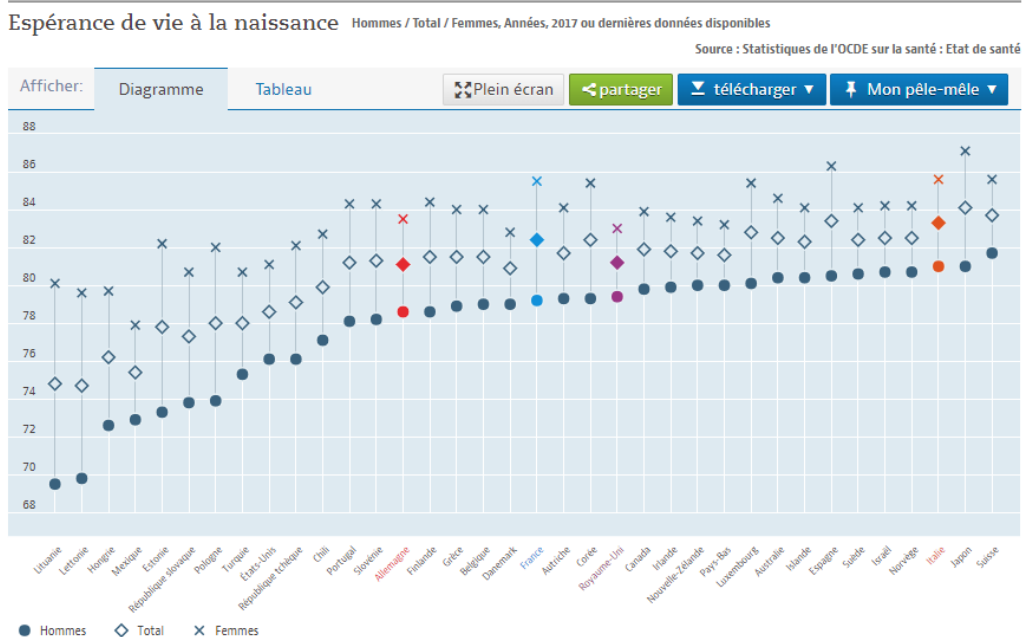


La dernière faiblesse que nous citerons concerne la dette publique du pays. En effet, la France fait partie des mauvais élèves Européens en ce qui concerne sa dette publique. En 2017, cette dette s'élevait à 97% du PIB. Ce chiffre reste honorable comparé à celui de la Grèce (178,6%). Ce taux est largement supérieur aux taux imposés par le traité de Maastricht, définissant une limite théorique à 60%. Dans le cas de la France, ce pourcentage n'a cessé d'augmenter depuis 2001. Il se situe aujourd'hui bien au-dessus de la moyenne Européenne (81,6%) et du taux Allemand (64,1%), pays ayant réussi dans le début des années 2010 à inverser sa courbe (voir graph ci-dessous).



b. Les Forces

L'économie française dispose également de quelques forces. L'espérance de vie des français est parmi les meilleures d'Europe, voir du monde. En 2015, l'espérance de vie des français était de 82.5 ans en moyenne (79,2 pour les hommes, 85,5 pour les femmes). Ce chiffre témoigne d'un bon niveau de vie et d'un bon système de santé dans le pays.



On peut également citer les inégalités de revenu. Contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, la France est un des pays où les inégalités de revenu sont les moins élevées. Les 20% des français les plus aisés gagnent, en moyenne, 4,3 fois plus que les 20% les plus pauvres. Il faut également mentionner que cet écart diminue au fur et à mesure des années (4,6 en 2012), mais il est en augmentation depuis les années 1990 (4,1 en 1996). La France reste tout de même un bon élève comparé à ses voisins (6,3 en Espagne), voir à l'Europe en général (5).

Ci-dessous, un histogramme de l'indicateur de Palma (revenus des 10% les plus riches / revenus des 40% les plus pauvres).

En ce qui concerne l'éducation, la France compte moins de non-diplômés que l'Allemagne. En effet, 8,4% des français âgés de 18 à 24 ans n'ont pas de diplômes dans le pays. Ce chiffre peut sembler assez élevé, mais il reste bien en dessous de la moyenne Européenne (11,1%) ou de la proportion des jeunes allemands (9,5%).

L'économie française met également aujourd'hui beaucoup de moyens pour soutenir l'industrie et les entreprises, et ainsi tenter d'inverser la tendance à la désindustrialisation observée ces dernières années. Dans le domaine industriel, et plus largement dans le domaine des entreprises, la France fait partie des pays performants. Le pays dispose de plusieurs groupes multinationaux (Renault, Capgemini...), et arrive à encourager l'innovation et la création chez les entrepreneurs.

Conclusion

Nous avons dressé dans ce rapport un portrait de l'économie française telle qu'elle est aujourd'hui. Nous avons utilisé les différents indicateurs à notre disposition pour rendre compte des différentes données économiques du pays.

Grace à ces indicateurs et les analyses associées, nous sommes arrivés à dresser un portrait réaliste de l'état de l'économie française. Bien qu'en retard sur ses voisins (européens ou mondiaux) sur certains aspects, la France reste l'une des premières puissances économiques de la planète.

Les différentes politiques économiques mises en place ces dernières décennies ont permis à la France de conserver son 5^e rang mondiale en matière de puissance économique, et de garantir un niveau de vie assez aisé à la population française.

Il va de soi que certains indicateurs alarment quelque peu et mériteraient d'être corrigés dans les années à venir, grâce à de nouvelles mesures.

Sources :

<https://data.oecd.org/fr/>

https://www.lesechos.fr/09/01/2017/lesechos.fr/0211673255928_les-quatre-faiblesses-eternelles-de-la-france.htm

<https://www.capital.fr/economie-politique/forces-et-faiblesses-de-la-france-sur-le-plan-economique-1081771>

<https://www.touteleurope.eu/actualite/le-taux-de-chomage-en-europe.html>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3303494?sommaire=3353488>

<http://statisticstimes.com/economy/countries-by-projected-gdp.php>

<https://insee.fr/fr/statistiques/2107840>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3713743#graphique-chomage-g1-fr>

<http://www.xerfi.com/flash/Xerfi-Previsis>

<https://www.banque-france.fr/statistiques/epargne-des-menages-2018t1>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2587886>